

L'inflation

Cette politique a démontré son inefficacité. En cherchant à juguler l'inflation par les méthodes traditionnelles, c'est-à-dire par la hausse des intérêts et tout ce qui s'ensuit, le ministre des Finances (M. Turner) a en réalité plafonné l'offre, et c'est ce que le gouvernement désirait en réalité. La montée rapide du prix des maisons et la baisse du nombre des mises en chantier comptent parmi les principaux facteurs d'inflation. Après trois ans de gestion à la manqué, nous voici donc aux prises avec les terribles problèmes d'une inflation accélérée et d'une hausse du chômage. Mais c'est justement la méthode adoptée par le gouvernement pour combattre l'inflation qui a provoqué tous nos problèmes.

Le taux de croissance du PNB est en diminution. Il aura probablement encore diminué au cours du prochain trimestre, ce qui démontre clairement l'échec de la politique suivie depuis deux ou trois ans. Je ne tiens cependant pas particulièrement à en parler cet après-midi; j'aimerais simplement parler d'une ou deux autres choses qui me paraissent vraiment plus importantes.

● (1740)

Premièrement, la façon dont le gouvernement aborde ce problème suscite chez les Canadiens une tendance au fatalisme eu égard à l'élaboration d'une politique économique. Jamais dans son histoire le peuple canadien n'a eu si peu confiance dans l'aptitude du gouvernement à animer une politique économique. Lorsqu'on parle avec des gens un peu partout dans le pays, on s'aperçoit de plus en plus qu'ils disent qu'il n'y a rien à faire contre l'inflation. Par conséquent, ils ne veulent pas appuyer des programmes et des politiques qui tentent d'enrayer l'inflation. Tant que le gouvernement continuera à raisonner et à prétendre que l'on ne peut rien faire du tout, et dira aux gens que l'on ne peut rien faire, rien ne se fera. Mais cette attitude de la part du gouvernement risque de nous coûter extrêmement cher en vérité.

La deuxième chose qu'on ne cesse de dire car les gens ont besoin d'une certaine forme d'explication de la situation, c'est qu'on ne peut rien faire parce qu'il s'agit véritablement d'un problème international. Il est juste de dire que c'est un problème de portée internationale, mais il est faux de dire que l'on ne peut rien y faire. Il est stupéfiant de voir des secrétaires de trésorerie et des ministres des finances d'autres pays commencer à calquer leurs déclarations sur celles de notre ministre des Finances (M. Turner) et à dire eux aussi qu'ils ne peuvent rien faire parce que c'est un problème d'envergure internationale. M. George Mitchell, membre du conseil d'administration d'un groupe de recherche fédéral, déclarait il y a quelques jours en Iowa que les États-Unis ne pouvaient pas faire grand-chose contre l'inflation puisque c'était un problème international.

Le seul endroit où l'on ne dit pas sans arrêt que l'inflation est un problème international, c'est en Allemagne de l'Ouest où précisément le taux d'inflation est deux fois moins élevé qu'au Canada et aux États-Unis. Dire aux Canadiens que, comme l'inflation est un problème international, on ne peut rien faire sur le plan intérieur pour l'enrayer, c'est rendre à tout le monde un très mauvais service.

[M. Gillies.]

Le député de Mississauga a dit que la grande cause de l'inflation était probablement l'augmentation du prix du pétrole. Je lui demanderais de jeter un coup d'œil sur le tableau des taux d'inflation dans le monde entier, ne portant aucune date, et de désigner la période où le prix du pétrole a augmenté. C'est impossible à dire. Cela a eu une influence modeste et non pas importante sur le taux d'inflation dans le monde.

J'aimerais insister sur le fait qu'il ne suffit pas de dire que l'inflation est un problème à l'échelle mondiale et qu'on n'y peut donc rien. Le fait est que, même si tous les pays sont aux prises avec l'inflation, c'est seulement quand chacun d'eux décidera d'y faire quelque chose que son problème sera résolu. Le fatalisme et la fuite du gouvernement devant ses responsabilités est grave et cela constitue une des fautes les plus graves de l'histoire du pays.

Ce qui se passe également avec l'inflation, c'est qu'à l'heure actuelle on remet régulièrement en question les politiques économiques. La question de savoir si nous avons toujours un rapport entre le chômage et l'inflation est fort intéressante. Le gouvernement a toujours dit qu'il ne combattrait pas l'inflation aux dépens des pauvres, mais c'est précisément ce qu'il tente de faire lorsqu'il laisse le chômage augmenter. Le gouvernement espère qu'il y aura suffisamment de chômage pour que le taux d'inflation ralentisse. Cela ne marchera probablement pas. Non seulement cela est contraire à la morale, c'est sans doute aussi de la mauvaise économie politique.

Nous allons en fait découvrir que le chômage continuera d'augmenter et que l'inflation ne baissera pas beaucoup, et que le vieux compromis sur lequel le gouvernement a toujours compté ne nous aidera pas. De même, il semble maintenant possible que l'augmentation des impôts, qu'on a déjà considérée comme un très bon moyen de combattre l'inflation, ne donne pas de résultats. Les impôts se reflètent tout simplement dans l'économie aujourd'hui en faisant monter les prix.

Il semble aussi probable que la hausse des taux d'intérêt ne combattra pas l'inflation. Encore une fois, les taux d'intérêt ont été considérés comme un moyen de ralentir les investissements, mais à mesure qu'ils augmentent, ils ne font que faire monter les prix pour les Canadiens. Le résultat net est que les politiques conventionnelles sur lesquelles nous avons compté ne sont tout simplement plus valables, et le gouvernement a décidé d'abandonner, d'oublier ou de ne plus utiliser les politiques conventionnelles qui ont toujours régi l'activité économique de notre pays.

Le premier rapport du Conseil économique du Canada disait que le but de la politique économique devait être le maintien d'un niveau raisonnable de plein emploi, la stabilité relative des prix, la diminution des disparités de revenu entre les régions et entre les gens. Qu'est-il arrivé à ce but et où est-il passé? Le Conseil économique nous dit maintenant, et le gouvernement canadien accepte ce point de vue, que le vrai but de l'économie politique canadienne devrait être de connaître moins d'inflation que nos partenaires commerciaux. Quelle attitude de poule mouillée! En adoptant cette position, nous nous trouvons à dire que peu importe comment les autres pays, surtout les États-Unis, gèrent mal leur économie, du moment que nous gérons la nôtre un peu mieux, c'est tout ce qui compte. Ce n'est certes pas satisfaisant.